

Trump va-t-il décapiter le Nicaragua ?

cetri.be/Trump-va-t-il-decapiter-le

Bernard Duterme

13 février 2026



Décapiter le Nicaragua ?! Le stade Donald de l'impérialisme yankee en Amérique latine en serait pour ses frais. Trop pauvre, le Nicaragua. Et trop ambivalents, les autocrates Ortega & Murillo : rhétoriquement, dans un camp ; économiquement, dans l'autre.

Trump va-t-il décapiter le Nicaragua ? Pas impossible. Mais peu probable. Très peu probable, oserions-nous. Encore que. Le créateur du lunaire « Conseil de la paix » n'est pas à une improbabilité près. Même s'il peut aussi se dégonfler subitement. Et dissimuler ses renoncements par l'annonce d'autres impératifs suprémacistes. Tous autant évidents qu'urgents, priorités naturelles du « plus grand, fort et magnifique pays de l'histoire de l'humanité ». La lecture campiste, dont le président des États-Unis et ses homologues nicaraguayens, le coprésident Daniel Ortega et son épouse, la coprésidente Rosario Murillo, sont à la fois les premiers artisans (en paroles) et les premiers violeurs (en actes), peut servir. Mais elle peut également s'effacer sur un coup de tête ou de fil, en une poignée de main virile.

De la révolution sandiniste à l'involution ortéguiste

Pour rappel – ou pour les plus jeunes –, l'actuel coprésident du Nicaragua, qui occupe la magistrature suprême depuis vingt ans (à quelques mois près), avait déjà dirigé ce petit pays centro-américain (plus de quatre fois la Belgique tout de même, en superficie) dans les années

1980, une décennie durant. C'est en 1979 que les révolutionnaires du Front sandiniste de libération nationale (FSLN) – Daniel Ortega et huit autres commandants à sa tête – étaient parvenus à renverser la dictature dynastique des Somoza... forgée au début des années 1930 et longtemps soutenue par les États-Unis. On prête d'ailleurs au président Franklin D. Roosevelt cette répartie... apocryphe : « Somoza est peut-être un fils de p..., mais c'est notre fils de p... ». Répartie exhumée ici pour mieux rappeler que les « républiques bananières » et le cynisme impérialiste yankee ne sont pas nés sous Trump.

Entre improvisation et dogmatisme, miné par le harcèlement contre-révolutionnaire du président Ronald Reagan – l'idole de Donald Trump –, la tentative sandiniste d'édification d'un socialisme démocratique fera long feu. La parenthèse révolutionnaire se refermera en 1990, quand le FSLN perdra le pouvoir au terme d'une élection faussée par la menace de Washington de poursuivre l'agression contre le Nicaragua. Épuisée par les sacrifices consentis dans un climat de mobilisation militaire permanente, d'embargo, de pénurie et d'hyperinflation, mais aussi de mesures gouvernementales austéritaires dans les dernières années de la « révolution », une majorité de l'électorat (54,7%) choisira d'en finir avec le sandinisme, sur fond de guerre froide crépusculaire.

Seize ans plus tard, en 2006, après trois administrations conservatrices et néolibérales, Daniel Ortega finit par remporter l'élection présidentielle, à laquelle il se présentait pour la 5^e fois consécutive au nom du FSLN. Et ce, avec à peine 38% des votes valides, grâce à une modification de la loi électorale obtenue à la faveur d'un « pacte » et d'un « re-pacte » passés avec l'un des deux camps de la droite nicaraguayenne désormais divisée. Mais aussi et surtout grâce aux garanties offertes par l'ancien révolutionnaire aux secteurs qui comptent – l'Église catholique, le grand patronat, le Fonds monétaire international (FMI), l'ambassade des États-Unis... –, sans lesquels pas de retour au pouvoir possible à Managua. Des garanties politiques offertes en matière d'orthodoxie économique, de conservatisme sociétal, de libéralisation commerciale, de moins-disant fiscal, social et environnemental, de dérégulation extractiviste, etc. [1]

La suite s'inscrit plus encore à rebours des aspirations souverainistes, émancipatrices et socialistes de la révolution sandiniste des années 1980. Politiquement, Ortega et sa femme Murillo – successivement première ministre *de facto*, vice-présidente, puis coprésidente du Nicaragua – vont graduellement concentrer l'ensemble des pouvoirs et bétonner leur emprise sur ceux-ci, à coups d'élections chaque fois plus frauduleuses, de réformes constitutionnelles chaque fois plus aberrantes et de manœuvres chaque fois plus arbitraires. Économiquement, le couple présidentiel va gouverner à droite toute, au moins jusqu'à son divorce (aux lendemains de la répression sanglante des contestations sociales du printemps 2018) d'avec une partie du patronat nicaraguayen, dont il finira par « illégaliser » l'organisation faïtière, le COSEP, en 2023. Pour autant, les félicitations annuelles du FMI à l'endroit de la gouvernance ortéguiste ne faibliront pas, jusqu'à aujourd'hui même [2].

Trump va-t-il cibler le Nicaragua ?

On en est là, pour la question qui nous occupe. Un régime quasi dictatorial d'un côté, qui tue, emprisonne ou expatrie tout contre-pouvoir supposé, a fortiori s'il est de gauche ou se revendique du sandinisme historique. Un régime également qui, jusqu'à l'enlèvement de Maduro à Caracas, surenchérisait dans l'anti-occidentalisme et les déclarations d'amour à Poutine, en dépit d'échanges commerciaux largement majoritaires avec les États-Unis et insignifiants avec la Russie. Un régime enfin dont les fonds (« *las remesas* ») envoyés par les émigré-es à leur famille restée au pays, à hauteur de 31% du PIB du Nicaragua en 2025, sont *de facto* le principal levier de lutte contre la pauvreté.

Et de l'autre côté, Trump et son équipe d'extrême droite, post-libérale ou néoréactionnaire, prêts à tout, ou à n'importe quoi, pour réactualiser la bicentenaire doctrine Monroe – « L'Amérique aux Américains », entendez « L'Amérique aux États-Unis » – bien au-delà de son sens anti-européen originel. Économiquement surtout, mais également politiquement et militairement. Faut-il dès lors s'attendre à ce que la première puissance mondiale, l'empire yankee, déboulonne le couple présidentiel – à la manière vénézuélienne de début janvier – du pays non pas le plus riche en réserves pétrolières au monde, mais le plus pauvre en PIB/habitant du continent latino-américain ? Plusieurs éléments plaident en faveur d'une réponse positive ; d'autres, plus consistants, plaident en faveur du contraire. Commençons par les premiers.

Pas impossible...

Les récentes nouvelles condamnations du régime nicaraguayen par les États-Unis mettent à jour son statut de cible idéale. Sans surprise, elles émanent du secrétaire d'État Marco Rubio et sont dirigées cette fois contre Rosario Murillo, coupable d'avoir « inventé la fonction de coprésidence pour consolider son contrôle illégitime sur le Nicaragua : sans élections, sans mandat, sans légitimité ». C'est l'absence de démocratie qui chiffonne officiellement le faucon républicain : « un pouvoir fondé sur la répression et la manipulation constitutionnelle ne représente pas la volonté du peuple. Murillo a lâchement refusé aux Nicaraguayens le droit de vote démocratique parce qu'elle sait qu'elle ne peut pas gagner » [3]. Et de fait, nombreuses, sans doute majoritaires, sont les voix au sein des oppositions nicaraguayennes (de droite, voire dissidentes sandinistes de gauche...), exilées pour la plupart, qui parient sur Rubio depuis son investiture en janvier 2025 – et plus que jamais depuis l'intervention militaire à Caracas – pour libérer le Nicaragua du couple honni.

Pour Trump en revanche, on le sait désormais, la présence grandissante des intérêts chinois sur le sol nicaraguayen suffit à elle seule à justifier une intervention, forcément coercitive quelle qu'en soit la nature. D'autant plus que le Nicaragua dont les États-Unis sont toujours, de loin, le premier client, présente avec ceux-ci un excédent commercial. Certes, un excédent considérablement moins important que celui du Mexique avec son grand voisin du Nord, mais la situation est tellement rare en Amérique latine qu'elle singularise davantage encore le Nicaragua. Ce même pays où en effet, comme ailleurs sur le continent cette fois, la Chine tend

à se répandre : grâce à d'importantes concessions minières, à des projets d'infrastructure visant la connectivité logistique et énergétique, à un accord de libre-échange asymétrique, à de la coopération industrielle, à l'expansion de ses chaînes de distribution commerciale, etc.

Parallèlement et en surplus, la coopération sécuritaire et diplomatique démonstrative de Managua avec les hommes forts de Moscou et de Téhéran n'aide pas. Elle donne à Trump un argument supplémentaire pour diaboliser cette exception centro-américaine qu'est le Nicaragua : menace de contagion communiste à l'époque de Reagan, allié déclaré du camp d'en face aujourd'hui et potentiel point d'appui hostile dans le « *backyard* » (l'arrière-cour) des États-Unis.

En matière migratoire, l'actuel résident de la Maison Blanche nourrit aussi quelques griefs spécifiques à l'égard du couple Ortega-Murillo. Non pas tant en raison des centaines de milliers d'« illégaux » d'origine nicaraguayenne que la police ICE pourchasse actuellement sur le territoire états-unien, mais plutôt à la suite du coup de fouet que le Nicaragua a volontairement donné aux flux migratoires vers l'Amérique du Nord ces toutes dernières années, en flexibilisant sa politique de visas et en ouvrant grand son aéroport aux charters du monde entier... moyennant la ponction de juteux droits d'entrée et de sortie au passage (il n'y a pas de petits profits). Manœuvre délibérément opportuniste dont les États-Unis ont tenté de limiter les effets en menaçant les compagnies aériennes concernées.

Bref, que cela soit pour « restaurer la démocratie et le respect des droits humains », pour en finir une fois pour toutes avec ces maudits « sandinistes » qui avaient déjà tellement contrarié les présidents Reagan et Bush père, pour reprendre la main sur le Nicaragua et y anéantir l'influence des « concurrents non hémisphériques » pointés du doigt dans la nouvelle « Stratégie de sécurité nationale US [4] », pour punir les époux Ortega-Murillo de tant d'ingratitude discursive – et migratoire – à l'égard de leur principal partenaire historique, économique et culturel, les raisons ne manquent pas pour tenter Trump de regoûter à l'hubris qui l'avait envahi à la suite de « la formidable opération *Absolute Resolve* » du 3 janvier dernier à Caracas, « la plus réussie de tous les temps ».

... mais peu probable

Pour autant, une série d'autres faits et arguments militent en faveur de la conclusion inverse : Trump ne va pas envoyer ses troupes à Managua. Parce que bien sûr, la démocratisation s'obtiendrait-elle au bout des fusils gringos, Washington n'en a cure. Il ne s'agit absolument pas d'une priorité pour l'administration Trump, même si en la matière, plus ou moins hypocrite selon les conjonctures, elle clame tout et son contraire. Voyez comment elle parie aujourd'hui sur un « *regime change* » à La Havane, « pour la liberté du peuple cubain », par étranglement pétrolier de l'île.

Sans trop de scrupules, Bush fils, Obama, Trump et Biden se sont accommodés du Nicaragua ortéguaiste depuis janvier 2007, celui-ci leur offrant invariablement le libre accès, dans le cadre du CAFTA (Central America Free Trade Agreement), aux « prix de la terre et coût de la main-d'œuvre les moins chers d'Amérique centrale [5] » ! Certes les rodomontades anti-impérialistes du couple présidentiel, sa fuite en avant répressive à partir de 2018 et la concentration

dynastique du pouvoir lui ont valu de « vives condamnations » de bon aloi, des sanctions individuelles, des menaces de restriction financière..., ainsi que des insultes amalgamant les « tyrannies » cubaine, vénézuélienne et nicaraguayenne, mais rien à ce stade qui n'ait infléchi la bonne santé économique (4% de croissance annuelle) ni ébranlé l'aplomb politique du régime en place.

Cela étant, la principale raison pour laquelle Trump ne va sans doute pas décapiter le Nicaragua réside dans le poids infime de ce petit pays centro-américain dans les enjeux internationaux de l'heure. Économiquement, il ne pèse rien ou presque. Certes, une part majoritaire (et en croissance annuelle moyenne de 7% depuis 2006) de l'or extrait par les Nicaraguayens, du textile assemblé dans les *maquiladoras* (les zones franches), du café, de la viande, du tabac produits dans le pays est consommée aux États-Unis, mais l'ensemble n'offre pas un « retour sur investissement » suffisant pour justifier une intervention armée. L'abondance pétrolière vénézuélienne, oui. Le maigrichon PIB nicaraguayen, bof. A fortiori si l'économie nationale demeure aussi accueillante aux intérêts états-uniens, en dépit des investissements chinois.

Ajoutons-y qu'en matière migratoire par exemple, peut-être échaudés par le passage à l'acte du 3 janvier à Caracas, les époux Ortega-Murillo ont amorcé l'une ou l'autre courbes rentrantes. La plus spectaculaire et la plus récente à l'heure d'écrire ces lignes est celle qui supprime le « visa libre » pour les citoyens cubains, qui avait été instauré en 2021 à titre de « mesure humanitaire » et qui avait permis une vague migratoire utilisant le territoire national comme tremplin vers les États-Unis [6]. On se rappelle également qu'une semaine après le kidnapping du président vénézuélien Nicolas Maduro, le gouvernement nicaraguayen annonçait la libération d'une vingtaine de prisonniers et prisonnières politiques, le lendemain même de la demande de l'ambassade US à Managua d'en libérer plus de soixante [7].

Les menaces et les pressions états-uniennes – sans bombardements et hélicoptères d'assaut donc – participeront-elles à l'affaiblissement du régime nicaraguayen, à son implosion à terme (aidée par les dissensions internes autour de la prépondérance de Rosario Murillo), si pas à la démocratisation réelle du pays ? Rien n'est moins sûr [8]. Et il s'agit là, d'ailleurs, pour Trump, d'une toute autre question que celle de la « capture » soudaine du couple présidentiel par ses troupes, « les meilleures, uniques au monde ». À ses yeux, à coup sûr, le jeu n'en vaut pas la chandelle. Les bénéfices escomptés pour son pays sont maigres et douteux au regard des impacts potentiels d'une nouvelle violation spectaculaire du droit international. Impacts potentiels internes liés à la disqualification de son Congrès, aux réticences de son opinion publique, etc. Et impacts potentiels externes qui pourraient prendre la forme d'une grave crise régionale ou... mondiale. Le stade Donald de l'impérialisme yankee en Amérique latine en serait pour ses frais.

Notes

[1] Pour le détail de cette période et des politiques menées dans les dix années qui suivront par le président Daniel Ortega et sa femme, Rosario Murillo, lire : B.Duterme, *Toujours sandiniste, le Nicaragua ?*, Bruxelles, Couleur Livres, 2017, accessible intégralement ici : <https://www.cetri.be/Toujours-sandiniste-le-Nicaragua-4475>.

[2] « El FMI elogia la gestión económica de Ortega y Murillo... », *El País*, 30 janvier 2026. Ou, à la source, « IMF Executive Board Concludes 2025 Article IV Consultation with Nicaragua », Press Release n°26/015, IMF.

[3] Departamento de Estado de Estados Unidos, 2 février 2026, <https://x.com/USAenEspañol/status/2018320228019503597>.

[4] *National Security Strategy of the United States of America*, The White House, Washington, novembre 2025.

[5] Secretaría de Promoción de Inversiones y Exportaciones - Investment and Export Promotion Office (<https://www.spiex.gob.ni>), ProNicaragua y Portal oficial – Nicaragua (<https://www.el19digital.com>).

[6] « Amid U.S. Pressure, Nicaragua Blocks a Once-Popular Route from Cuba », *The New York Times*, 10 février 2026.

[7] « Nicaragua libera a decenas de presos tras presión diplomática de EU », *La Jornada*, 10 janvier 2026.

[8] Manuel Orozco, « Managua y Washington después de Maduro : ¿negociación, capitulación, o especulación ? », *Confidencial*, 13 février 2026.



Centre tricontinental - CETRI

av. Sainte Gertrude 5, 1348 Louvain-la-Neuve, Belgique

Tél: +32 (0)10/48.95.60

[cetribelgium.be](mailto:cetri@cetribelgium.be)

Avec le soutien de la Fédération Wallonie-Bruxelles,
service d'éducation permanente,
et de la Province du Brabant wallon

